

# Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Huntingdon

Code géographique : 69055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire*

Québec 

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Johanne Hébert, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Huntingdon pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.

(Nom de l'organisme)

Date 2013-06-27 Signature \_\_\_\_\_

Dernière modification : 2013-07-24 11:48:23

Réservé au ministère

11 321 551	670 213	2 456 631	2,1872
------------	---------	-----------	--------

## **Section I - États financiers consolidés**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Huntingdon et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Huntingdon et de l'organisme qui est sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Huntingdon inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit)

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

De plus, notre rapport précédent, daté du 27 juin 2013, a été retiré et la note 24 afférente aux états financiers a été ajoutée pour annuler un compte à payer au 31 décembre 2010 et procéder à la consolidation de l'organisme contrôlé, le Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent.

1

Goudreau Poirier inc.

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

Le 27 juin 2013

DATE 2013-07-17

Dernière modification : 2013-07-24 11:48:23

Réservé au ministère

11 321 551	670 213	2 456 631	2,1872
------------	---------	-----------	--------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_

Dernière modification : 2013-07-24 11:48:23

Réservé au ministère

11 321 551	670 213	2 456 631	2,1872
------------	---------	-----------	--------



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	2 408 596	2 581 755	2 572 516		2 572 516
Paiements tenant lieu de taxes	2	246 144	267 897	259 314		259 314
Quotes-parts	3				43 851	
Transferts	4	226 449	267 883	418 592		460 809
Services rendus	5	1 005 798	655 656	911 566		1 016 067
Imposition de droits	6	45 744	48 400	59 901		59 901
Amendes et pénalités	7	3 551	5 300	5 853		5 853
Intérêts	8	127 159	25 000	47 443		47 599
Autres revenus	9	219 183		32 305		33 150
	10	4 282 624	3 851 891	4 307 490		4 455 209
<b>Investissement</b>						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13	780 043	80 000	675 507		694 394
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15	3 003	20 000			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	783 046	100 000	675 507		694 394
	18	5 065 670	3 951 891	4 982 997		5 149 603
<b>Charges</b>						
Administration générale	19	599 944	582 999	631 006	31 441	662 447
Sécurité publique	20	378 003	393 063	355 152	43 780	398 932
Transport	21	514 166	471 933	508 218	85 788	750 315
Hygiène du milieu	22	962 408	1 048 583	948 294	417 430	1 365 724
Santé et bien-être	23	15 525	14 139	14 214		14 214
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 173 479	615 543	788 196	767	788 963
Loisirs et culture	25	184 378	150 244	213 274	24 624	237 898
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	264 117	255 664	258 869		260 897
Amortissement des immobilisations	28	571 913	521 739	603 830	( 603 830 )	
	29	4 663 933	4 053 907	4 321 053		4 479 390
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	401 737	(102 016)	661 944		670 213

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	401 737	(102 016)	661 944	8 269	670 213
Moins: revenus d'investissement	2	( 783 046 )	( 100 000 )	( 675 507 )	( 18 887 )	( 694 394 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(381 309)	(202 016)	(13 563)	(10 618)	(24 181)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	571 913	521 739	603 830	3 357	607 187
Produit de cession	5	2 500		1 500		1 500
(Gain) perte sur cession	6	13 406		23 010		23 010
Réduction de valeur	7					
	8	587 819	521 739	628 340	3 357	631 697
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9	121 405				
Réduction de valeur	10					
	11	121 405				
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	( 249 844 )	( 272 297 )	( 395 801 )		( 395 801 )
	18	(249 844)	(272 297)	(395 801)		(395 801)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 515 324 )	( 53 070 )	( 280 152 )	( 32 168 )	( 312 320 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(50 136)	5 644	155 035	13 273	168 308
Montant à pourvoir dans le futur	22	(236)		(137)		(137)
Financement des investissements en cours	23					
	24	(565 696)	(47 426)	(125 254)	(18 895)	(144 149)
	25	(106 316)	202 016	107 285	(15 538)	91 747
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	26	(487 625)		93 722	(26 156)	67 566

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	783 046		100 000		675 507	18 887	694 394
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
<b>Immobilisations</b>								
Acquisition								
Administration générale	2	( 10 078 )	( 18 000 )	( 28 624 )	( )	( )	( )	( 28 624 )
Sécurité publique	3	( 5 519 )	( 11 500 )	( 7 846 )	( )	( )	( )	( 7 846 )
Transport	4	( 656 904 )	( 1 000 )	( 398 322 )	( 51 055 )	( )	( )	( 449 377 )
Hygiène du milieu	5	( 641 948 )	( 6 000 )	( 471 269 )	( )	( )	( )	( 471 269 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( 5 349 )	( )	( )	( )	( 5 349 )
Loisirs et culture	8	( 197 970 )	( 120 000 )	( )	( )	( )	( )	( )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 1 512 419 )	( 156 500 )	( 911 410 )	( 51 055 )	( )	( )	( 962 465 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>								
Acquisition	11	( 114 831 )	( )	( 145 089 )	( )	( )	( )	( 145 089 )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>								
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>								
Financement à long terme des activités d'investissement	13	415 200						
<b>Affectations</b>								
Activités de fonctionnement	14	515 324	53 070	280 152	32 168			312 320
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15							
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16		3 430					
	17	515 324	56 500	280 152	32 168			312 320
	18	(696 726)	(100 000)	(776 347)	(18 887)			(795 234)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	19	86 320		(100 840)				(100 840)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	401 737		(102 016)		661 944	8 269	670 213
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	( 1 512 419 )	(	156 500 )	(	911 410 )	( 51 055 )	( 962 465 )
Produit de cession	3	2 500				1 500		1 500
Amortissement	4	571 913		521 739		603 830	3 357	607 187
(Gain) perte sur cession	5	13 406				23 010		23 010
Réduction de valeur	6							
	7	(924 600)		365 239		(283 070)	(47 698)	(330 768)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(115 153)				(145 089)		(145 089)
Variation des stocks de fournitures	9	1 704				(1 452)	2	(1 450)
Variation des autres actifs non financiers	10	(13 113)				(5 721)	20 892	15 171
	11	(126 562)				(152 262)	20 894	(131 368)
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	12	(649 425)		263 223		226 612	(18 535)	208 077
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(5 285 435)				(5 934 860)	18 180	(5 916 680)
Redressement aux exercices antérieurs	14							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(5 285 435)				(5 934 860)	18 180	(5 916 680)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	16	(5 934 860)				(5 708 248)	(355)	(5 708 603)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>	<u>Total consolidé</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>						
Encaisse	1	67 239		294	294	67 533
Placements temporaires	2					
Débiteurs (note 5)	3	2 346 984	2 720 296	110 674	2 828 853	2 420 215
Prêts (note 6)	4					
Placements à long terme (note 7)	5					
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	2 414 223	2 720 296	110 968	2 829 147	2 487 748
<b>PASSIFS</b>						
Découvert bancaire	10		70 541		70 541	
Emprunts temporaires	11	1 316 104	2 558 938	90 071	2 649 009	1 352 715
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	2 059 208	1 199 663	21 252	1 218 798	2 077 942
Revenus reportés (note 11)	13	2 874	50 776		50 776	2 874
Dette à long terme (note 12)	14	4 970 897	4 548 626		4 548 626	4 970 897
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15					
	16	8 349 083	8 428 544	111 323	8 537 750	8 404 428
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(5 934 860)	(5 708 248)	(355)	(5 708 603)	(5 916 680)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>						
Immobilisations (note 13)	18	12 431 045	12 714 115	47 698	12 761 813	12 431 045
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	4 035 516	4 180 605		4 180 605	4 035 516
Stocks de fournitures	20	42 127	43 579	104	43 683	42 233
Autres actifs non financiers (note 15)	21	37 918	43 639	414	44 053	59 224
	22	16 546 606	16 981 938	48 216	17 030 154	16 568 018
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	(1 100 568)	(1 006 846)		(1 006 846)	(1 100 568)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	160 489	5 454	163	5 617	200 081
Montant à pourvoir dans le futur	25	(1 063)	(926)		(926)	(1 063)
Financement des investissements en cours	26	(345 608)	(446 448)		(446 448)	(345 608)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	11 898 496	12 722 456	47 698	12 770 154	11 898 496
	28	10 611 746	11 273 690	47 861	11 321 551	10 651 338

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	401 737	661 944	8 269	670 213
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	571 913	603 830	3 357	607 187
Autres					
-Perte sur cession d'immob.	3	13 406	23 010		23 010
-	4				
	5	987 056	1 288 784	11 626	1 300 410
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	(690 966)	(373 312)	(37 443)	(410 755)
Autres placements à long terme	8				
Autres actifs financiers	9	121 727			
Créditeurs et charges à payer	10	1 339 618	(859 545)	2 518	(857 027)
Revenus reportés	11	(77 961)	47 902		47 902
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Propriétés destinées à la revente	13	(115 153)	(145 089)		(145 089)
Stocks de fournitures	14	1 704	(1 452)	2	(1 450)
Autres actifs non financiers	15	(13 113)	(5 721)	20 892	15 171
	16	1 552 912	(48 433)	(2 405)	(50 838)
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	17 (	1 512 419 ) (	911 410 ) (	51 055 ) (	962 465 )
Produit de cession	18	2 500	1 500		1 500
	19	(1 509 919)	(909 910)	(51 055)	(960 965)
<b>Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales</b>					
Émission ou acquisition	20 (	) (	) (	) (	)
Remboursement ou cession	21				
	22				
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	415 200			
Remboursement de la dette à long terme	24 (	283 836 ) (	431 347 ) (	) (	431 347 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(74 176)	1 242 834	53 460	1 296 294
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	834	9 076		9 076
Autres	27				
-	28				
	29	58 022	820 563	53 460	874 023
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>					
	30	101 015	(137 780)		(137 780)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>					
	31	(33 776)	67 239	294	67 533
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice<sup>2</sup></b>					
	32	67 239	(70 541)	294	(70 247)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé<sup>1</sup></u>	
<b>Rémunération</b>	1	919 583	790 439	788 153	804	788 957
<b>Charges sociales</b>	2	197 556	193 083	186 298	28	186 326
<b>Biens et services</b>	3	2 178 393	2 020 905	1 945 032	192 074	2 137 106
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	213 076	239 671	207 925		207 925
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	18 119	15 993	17 895		17 895
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	32 922		33 049	2 028	35 077
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	182 331	189 257	279 165		235 314
Autres	10	18 521		30 069	3 897	33 966
Autres organismes	11	38 718	82 820	67 121		67 121
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	571 913	521 739	603 830	3 357	607 187
<b>Autres</b>						
- Créances irrécouvrables	13	290 559		103 431		103 431
- Autres	14	2 242		59 085		59 085
-	15					
	16	4 663 933	4 053 907	4 321 053	202 188	4 479 390

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	2 581 755	2 572 516	2 408 596
Paiements tenant lieu de taxes	2	267 897	259 314	246 144
Quotes-parts	3			
Transferts	4	414 026	1 155 203	1 068 860
Services rendus	5	740 282	1 016 067	1 086 374
Imposition de droits	6	48 400	59 901	45 744
Amendes et pénalités	7	5 300	5 853	3 551
Intérêts	8	25 188	47 599	127 661
Autres revenus	9	20 834	33 150	222 834
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	4 103 682	5 149 603	5 209 764
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	612 946	662 447	628 885
Sécurité publique	13	420 363	398 932	424 210
Transport	14	647 660	750 315	707 103
Hygiène du milieu	15	1 438 828	1 365 724	1 367 785
Santé et bien-être	16	14 139	14 214	15 525
Aménagement, urbanisme et développement	17	615 691	788 963	1 173 711
Loisirs et culture	18	181 723	237 898	212 714
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	255 748	260 897	264 117
	21	4 187 098	4 479 390	4 794 050
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	(83 416)	670 213	415 714
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		10 651 338	10 218 562
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			17 062
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		10 651 338	10 235 624
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		11 321 551	10 651 338

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(83 416)	670 213	415 714
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	( 177 335 )	( 962 465 )	( 1 512 419 )
Produit de cession	3		1 500	2 500
Amortissement	4	521 739	607 187	571 913
(Gain) perte sur cession	5		23 010	13 406
Réduction de valeur	6			
	7	344 404	(330 768)	(924 600)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(145 089)	(115 153)
Variation des stocks de fournitures	9		(1 450)	1 611
Variation des autres actifs non financiers	10		15 171	(32 475)
	11		(131 368)	(146 017)
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	12	260 988	208 077	(654 903)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(5 916 680)	(5 278 839)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			17 062
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(5 916 680)	(5 261 777)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	16		(5 708 603)	(5 916 680)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	294	67 533
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	2 828 853	2 420 215
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>2 829 147</u>	<u>2 487 748</u>
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10	70 541	
Emprunts temporaires	11	2 649 009	1 352 715
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	1 218 798	2 077 942
Revenus reportés (note 11)	13	50 776	2 874
Dette à long terme (note 12)	14	4 548 626	4 970 897
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>8 537 750</u>	<u>8 404 428</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	<u>(5 708 603)</u>	<u>(5 916 680)</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 13)	18	12 761 813	12 431 045
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	4 180 605	4 035 516
Stocks de fournitures	20	43 683	42 233
Autres actifs non financiers (note 15)	21	44 053	59 224
	22	<u>17 030 154</u>	<u>16 568 018</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	<u>11 321 551</u>	<u>10 651 338</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	670 213	415 714
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	607 187	571 913
Autres			
-Perte sur cession d'immob.	3	23 010	13 406
-Redressement année antérieure	4		17 062
	5	1 300 410	1 018 095
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(410 755)	(712 228)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		121 727
Créditeurs et charges à payer	10	(857 027)	1 290 656
Revenus reportés	11	47 902	(77 961)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13	(145 089)	(115 153)
Stocks de fournitures	14	(1 450)	1 611
Autres actifs non financiers	15	15 171	(32 475)
	16	(50 838)	1 494 272
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	17	( 962 465 )	( 1 512 419 )
Produit de cession	18	1 500	2 500
	19	(960 965)	(1 509 919)
<b>Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales</b>			
Émission ou acquisition	20	( )	( )
Remboursement ou cession	21		
	22		
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23		415 200
Remboursement de la dette à long terme	24	( 431 347 )	( 283 836 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 296 294	(37 565)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	9 076	834
Autres			
-	27		
-	28		
	29	874 023	94 633
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	(137 780)	78 986
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>			
	31	67 533	(11 453)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice<sup>1</sup></b>			
	32	(70 247)	67 533

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Huntingdon est constituée en vertu de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements.

**2. Principales méthodes comptables****A) Périmètre comptable**

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant: le Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent.

Les comptes de la ville et de l'organisme compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent pour l'exercice est de 10,24 %.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la ville excluant l'organisme qu'elle contrôle.

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

**C) Stocks**

Les stocks sont présentés à l'actif de la Ville et sont évalués au plus bas du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé par la méthode de l'épuisement successif (FIFO).

**D) Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	Linéaire	- 15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	- 15, 30 et 40 ans
Véhicules	Linéaire	- 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	- 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	- 10 et 20 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

**F) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La dépense de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le REER offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

**G) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

**H) Autres éléments**

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Engagements

L'engagement contracté envers un tiers de se procurer un bien ou un service n'est pas considéré comme une transaction de dépenses. La comptabilisation de la charge se fait lorsque les biens ou les services sont reçus ou rendus.

**3. Modification de méthodes comptables**

Sans objet

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		22 323
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	389 823	365 865
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	24 980	1 875
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 188 055	1 215 240
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	686 415	242 906
Organismes municipaux	8	49 415	25 569
Autres			
- Droits de mutation	9	12 074	7 017
- Autres débiteurs	10	478 091	561 743
	11	2 828 853	2 420 215
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	386 395	421 941
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	386 395	421 941
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( _____ ) ( _____ )
	27	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	38 367 35 888
Régimes de retraite des élus municipaux	32	12 541 10 983
	33	50 908 46 871

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

**Note**

<b>10. Crédoiteurs et charges à payer</b>		
Fournisseurs	37	736 208 1 603 410
Salaires et avantages sociaux	38	105 757 128 399
Dépôts et retenues de garantie	39	208 930 184 928
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Gouv. Québec	42	80 720 89 806
- Organismes municipaux	43	54 308 40 014
- Intérêts courus sur dettes L-T	44	31 866 31 252
- Autres courus et passifs	45	1 009 133
-	46	
	47	1 218 798 2 077 942

**Note**

<b>11. Revenus reportés</b>		
Taxes perçues d'avance	48	49 991 2 138
Transferts	49	487 437
Autres		
- Dons-travailleurs du textile	50	298 299
-	51	
	52	50 776 2 874

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	5,12	2013	2036	53	4 436 600	4 782 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,50	4,99	2014	2014	55	81 074	104 287
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres	3,38	17,13	2011	2012	58	40 985	102 919
					59	4 558 659	4 990 006
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	( 10 033 )	( 19 109 )
					61	4 548 626	4 970 897

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2011	62	70	205 800	78	87	44 507	95	250 307
2012	63	71	251 600	79	88	31 879	96	283 479
2013	64	72	263 400	80	89	18 091	97	281 491
2014	65	73	212 600	81	90	18 359	98	230 959
2015	66	74	222 000	82	91	6 492	99	228 492
2016 et +	67	75	3 281 200	83	92	2 731	100	3 283 931
	68	76	4 436 600	84	93	122 059	101	4 558 659
Intérêts et frais accessoires			85	( )			102	( )
	69	77	4 436 600	86	94	122 059	103	4 558 659

**Note**

La dette à long terme comprends les emprunts relatifs à l'acquisition et aux améliorations des immeubles industriels municipaux qui représentent une somme de 1 968 900 \$ dont 328 595 \$ à la charge du Gouvernement du Québec. Le service de la dette rattaché à ces emprunts est financé à même les revenus de loyers découlant de la location de ces immeubles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

<b>13. Immobilisations</b>		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	104	4 951 953	132	305 323	159
Eaux usées	105	10 095 728	133	121 482	160
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	801 862	134	604 521	161
Autres	107	601 503	135	111 840	162
Réseau d'électricité	108		136		163
Bâtiments	109	688 477	137		164
Améliorations locatives	110		138		165
Véhicules	111	1 458 164	139		166
Ameublement et équipement de bureau	112	168 776	140	32 975	167
Machinerie, outillage et équipement divers	113	561 018	141	83 209	168
Terrains	114	253 533	142		169
Autres	115	750	143		170
	116	<u>19 581 764</u>	144	<u>1 259 350</u>	171
				<u>115 934</u>	198
Immobilisations en cours	117	<u>1 119 471</u>	145	<u>(296 885)</u>	172
	118	<u>20 701 235</u>	146	<u>962 465</u>	173
				<u>115 934</u>	200
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	119	3 364 198	147	134 388	174
Eaux usées	120	2 962 087	148	257 290	175
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	332 504	149	38 183	176
Autres	122	297 212	150	36 955	177
Réseau d'électricité	123		151		178
Bâtiments	124	307 357	152	20 211	179
Améliorations locatives	125		153		180
Véhicules	126	486 391	154	73 007	181
Ameublement et équipement de bureau	127	147 236	155	15 467	182
Machinerie, outillage et équipement divers	128	372 455	156	31 686	183
Autres	129	750	157		184
	130	<u>8 270 190</u>	158	<u>607 187</u>	185
				<u>91 424</u>	212
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	131	<u>12 431 045</u>			213
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217		219
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220
Valeur comptable nette	216				221
					222
					223

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
<b>14. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225	4 180 605	4 035 516
Autres	226		
	227	4 180 605	4 035 516
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	4 180 605	4 035 516

**Note****15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	4 731	5 223
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	231	39 322	32 975
- CIT-Dépôt	232		21 026
	233	44 053	59 224

**Note****16. Engagements contractuels**

Au cours de l'exercice 2010 et des exercices antérieurs, la ville a accordé des contrats à long terme et/ou engagements de crédit suivants:

- Location d'un système postal: Contrat de cinq (5) ans, avec la compagnie Pitney Bowes échéant en octobre 2011 au coût trimestriel de 203 \$.

- Enfouissement des résidus domestiques: Contrat de trois (3) ans, avec la MRC échéant en décembre 2012 au coût annuel de 83,15 \$ la tonne métrique (taxes et redevance incluses).

- Location d'appareils de télécommunication: Contrat de deux (2) ans, avec la compagnie Jalex Communication échéant en mars 2012 au coût annuel de 2 503 \$ plus les taxes applicables.

- Diversification et développement économique: Entente de cinq (5) ans, avec la MRC aux coûts annuels suivants: 2011 - 11 250 \$, 2012 - 11 250 \$ et 2013 - 11 111 \$

**17. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

Sans objet

**b) Auto-assurance**

Sans objet

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

### c) Poursuites

Un ex-employé poursuit la municipalité et le maire alléguant que les faits et gestes des défendeurs à son endroit constituent un abus de droit et de procédures. Il réclame une somme de 410 000 \$ pour dommages matériels et moraux. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la municipalité. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Une ex-conseillère poursuit la municipalité et le maire alléguant que les faits et gestes des défendeurs à son endroit constituent un abus de droit. Elle réclame une somme de 290 000 \$ pour dommages matériels et moraux. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la municipalité. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Une compagnie dans le domaine de la câblodistribution poursuit conjointement la municipalité et le maire pour le remboursement des frais judiciaires d'un montant de 35 558 \$ qu'elle a déboursé, alléguant qu'ils sont la conséquence directe de la mauvaise foi des parties défenderesses ainsi qu'une réclamation de 30 000 \$ pour des dommages qu'elle aurait subis. Le 16 avril 2012, un jugement a été rendu en faveur du plaignant et la ville a été condamnée à verser une somme de 34 000 \$ avec dépens. Aucune provision n'est inscrite aux livres de la municipalité pour 2010. La dépense est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel le déboursé est effectué.

Une ex-citoyenne qui a fait l'objet d'un ordre d'évacuation de ses bâtiments pour des raisons de sécurité publique poursuit la municipalité et son service de protection incendie alléguant que les faits et gestes des défendeurs à son endroit constituent un abus de droit et de procédures. Elle réclame les sommes de 400 000 \$ pour dommages pécuniaires et moraux, 97 250 \$ pour perte de revenus, 125 000 \$ pour frais extrajudiciaires ainsi que 125 000 \$ pour dommages punitifs. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la municipalité. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Au cours de 2009, la municipalité a octroyé un contrat à une compagnie pour des travaux de réfection de ses infrastructures d'aqueduc et d'égout situés sur un chemin de juridiction provinciale. Le fournisseur réclame à la municipalité une somme de 90 870 \$ pour des travaux impayés, 30 000 \$ à titre de dommages pour honoraires extrajudiciaires ainsi que 15 000 \$ à titre de dommages et intérêts punitifs. La municipalité réfute le bien fondé du montant de cette réclamation alléguant que le Ministère des transports s'était engagé à financer le coût du pavage. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la municipalité du fait que les travaux ont été réalisés au cours de l'exercice financier 2009.

La compagnie d'assurance d'un citoyen réclame de la municipalité une somme de 7 644 \$ pour des dommages causés à l'immeuble des assurés suite à un refoulement d'égout consécutif à des pluies diluviennes survenues le 31 mai 2008. En 2010, les parties se sont entendues dans un règlement hors cour pour une somme de 4 500 \$, mettant ainsi fin à ce dossier juridique.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

---

La compagnie d'assurance d'un citoyen réclame de la municipalité une somme de 17 805 \$ pour des dommages causés à l'immeuble des assurés suite à un refoulement d'égout consécutif à des pluies diluviennes survenues le 31 mai 2008. Le 7 mai 2010, les parties se sont entendues dans un règlement hors cour pour une somme de 11 000 \$, mettant ainsi fin à ce dossier juridique.

Au cours de l'exercice 2011, une entreprise en génie civil réclame de la municipalité une somme de 62 710 \$ pour des services rendus. L'entreprise allègue que les travaux auraient été réalisés au cours des années 2005, 2006 et 2007. La municipalité réfute le bien fondé du montant de cette réclamation alléguant que les sommes réclamées ont déjà été facturées et payées et que, de plus, certains des mandats donnés n'ont jamais été réalisés. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la municipalité. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Le 31 mars 2010, la ville procédait au congédiement de deux employés pour des motifs économiques. À la suite d'un jugement arbitral rendu le 1er août 2011, la ville était condamnée à payer tous les salaires et avantages perdus avec intérêts. À défaut de s'entendre sur les sommes dues, les parties ont convenu d'avoir recours à l'arbitrage. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la municipalité. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

En mars 2013, une entreprise a déposé une demande d'injonction afin d'obliger la ville à effectuer des travaux de décontamination d'un terrain. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce litige puisque la ville est dans l'attente de l'approbation d'un règlement d'emprunt permettant de réaliser les travaux.

### **d) Autres**

#### Passif environnemental

À la suite de la cessation définitive des activités de Cleyn & Tinker Inc., la Ville de Huntingdon a procédé à l'acquisition des anciennes usines de textile appartenant à cette entreprise. Les dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement imposent à ceux qui projettent de changer l'utilisation d'un terrain d'effectuer une étude de caractérisation. Or, cette étude a révélé la présence de contaminants dans une section de l'ancienne usine et un avis de contamination a été inscrit au registre foncier contre la propriété en question. Un plan de réhabilitation a été présenté au Ministère du développement durable, de l'Environnement et des Parcs qui en a approuvé le contenu. Les renseignements disponibles nous indiquent qu'actuellement le site n'est pas une source de graves préoccupations, il est donc peu probable que ces coûts soient engagés pour le moment. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la ville. Advenant que la ville doive procéder à des travaux de réhabilitation, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

**18. Redressement aux exercices antérieurs**

Sans objet

**19. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

---

**20. OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION**

La Ville a signé une convention avec la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation de Huntingdon par laquelle elle a délégué sa compétence en matière de logement et participera financièrement aux déficits d'exploitation des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu selon les modalités de la loi et des règlements de la Société d'habitation du Québec.

---

**21. SUR LES ROUTES DU SAINT-LAURENT**

La Ville de Huntingdon a conclu une entente avec l'organisme à but non lucratif " Sur les routes du Saint-Laurent" relativement au transport en commun de personnes handicapées. La quote-part de la Ville de Huntingdon pour l'exercice 2010 s'élève à 4 956\$ et est incluse dans la charge reliée au transport en commun.

---

**22. EMPRUNT DE BANQUE**

La ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 400 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2010, le solde de la marge de crédit est de 214 653 \$.

La ville a également autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 400 000 \$ au taux préférentiel pour le parc industriel. Au 31 décembre 2010, le solde de la marge est de 392 111 \$.

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 4 057 533 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel.

Au 31 décembre 2010, les montants utilisés totalisaient 1 243 652 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

La ville a également autorisé et négocié auprès d'une institution financière l'émission d'un billet à escompte d'une durée de six (6) mois échéant le 29 avril 2011 pour le financement temporaire du déficit accumulé. Le montant de l'émission est de 604 000 \$ au prix de 99.093.

La ville a également autorisé et négocié auprès d'une institution financière l'émission d'un billet à escompte d'une durée de deux (2) mois échéant le 18 février 2011 pour le financement temporaire du déficit accumulé. Le montant de l'émission est de 1 535 000 \$ au prix de 99.755.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

---

**EMPRUNT DE BANQUE**

---

**23. DÉFICIT ACCUMULÉ**

La Ville de Huntingdon est au fait du déficit accumulé de 1 006 846\$ présenté à la page 11 du rapport financier de l'exercice se terminant le 31 décembre 2010. En vertu de l'article 3 de la Loi sur les dettes et emprunts municipaux, la Ville entend procéder à une consolidation de dettes en vue de liquider le déficit accumulé.

---

**24. ÉTATS FINANCIERS REVISÉS**

Un compte à payer d'un montant de 11 391\$ a été annulé au 31 décembre 2010. De plus, les états financiers du Conseil intermunicipal de transport du Haut-Saint-Laurent ont été consolidés ligne par ligne proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville.



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 (1 006 846)	(1 100 568)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 5 617	200 081
Montant à pourvoir dans le futur	3 ( 926 ) (	1 063 )
Financement des investissements en cours	4 (446 448)	(345 608)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 12 770 154	11 898 496
	6 11 321 551	10 651 338
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés</b>		
Excédent de fonctionnement affecté		
- Aux. remb. dette L-T	7	139 515
- CIT	8 163	39 592
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14 163	179 107
Réserves financières		
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	21	
Fonds parcs et terrains de jeux	22	3 431
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	
Société québécoise d'assainissement des eaux	24 4 678	11 123
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25 776	776
Fonds d'amortissement	26	
Financement des activités de fonctionnement	27	5 644
Autres		
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 5 454	20 974
	33 5 617	200 081

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Montant à pourvoir dans le futur</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	35 (	) (
	926	1 063
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 (	) (
Régimes non capitalisés	37 (	) (
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 (	) (
Autres	39 (	) (
Régimes non capitalisés	40 (	) (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 (	) (
Autres		
-	42 (	) (
-	43 (	) (
	44 (	) (
	926	1 063
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	45	
Investissements à financer	46 (	) (
	446 448	345 608
	47 (	) (
	(446 448)	(345 608)
<b>Investissement net dans les éléments à long terme</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48	12 761 813
Propriétés destinées à la revente	49	4 180 605
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53	16 942 418
		16 466 561
Éléments de passif		
Dette à long terme	54	4 548 626
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	10 033
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (	) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 (	) (
	386 395	421 941
	58	) (
	4 172 264	4 568 065
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60	4 172 264
	4 172 264	4 568 065
	61	12 770 154
		11 898 496

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 ( _____ )	( _____ )
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( _____ )	( _____ )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 ( _____ )	( _____ )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( _____ )	( _____ )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( _____ )	( _____ )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 ( _____ )	( _____ )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( _____ )	( _____ )
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 ( _____ )	( _____ )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( _____ ) ( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%                      %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%                      %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%                      %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%                      %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%                      %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%                      %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2010	2009
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57	( _____ ) ( _____ )
Charge de l'exercice	58	( _____ ) ( _____ )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	( _____ ) ( _____ )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	( _____ ) ( _____ )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	( _____ ) ( _____ )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>2010</u>	<u>2009</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( _____ )	( _____ )	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

**Description des régimes et autres renseignements**

La comptabilisation des coûts du régime de retraite au bénéfice des employés de la Ville (régime de retraite à cotisations déterminées de type non contributif) est basée sur les déboursés pour fins de capitalisation du régime (REER collectif).

La cotisation totale annuelle pour couvrir le coût de cotisations des participants au régime est égale à celle des participants jusqu'à un maximum de 5,5% du salaire brut régulier.

	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91	38 367	35 888

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
 93  Non

	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	7	7

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	2 123	2 055
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	7 197	6 925
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	5 344	4 058
98	12 541	10 983

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

---

---

**Note**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<b>Total</b>
<b>Dettes à long terme</b> (note 12)	1	4 558 659
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	446 448
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	4 678
Débiteurs	9	386 395
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
<b>Endettement net à long terme</b>	15	4 614 034
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	140 424
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
<b>Endettement total net à long terme</b>	19	4 754 458
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
<b>Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)</b>	21	4 754 458
<b>Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)</b>	22	



---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	837 561	844 549	903 073
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	345 743	348 852	257 223
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 183 304	1 193 401	1 160 296
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	504 651	517 855	504 197
Égout	11	55 160	54 457	54 960
Traitement des eaux usées	12	252 440	260 974	234 388
Matières résiduelles	13	330 080	334 149	264 638
Autres				
-Police	14	113 390	113 281	99 757
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 000	8 360	
Service de la dette	18	132 730	90 039	90 360
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 398 451	1 379 115	1 248 300
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 398 451	1 379 115	1 248 300
	26	2 581 755	2 572 516	2 408 596

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
<b>PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	50		55
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	50		55
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	70 366	67 060	62 126
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	174 951	166 350	160 502
	35	245 317	233 410	222 628
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	245 367	233 410	222 683
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	5 650	5 767	5 647
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	950	1 450	949
Taxes d'affaires	44			
	45	6 600	7 217	6 596
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46	15 930	16 272	15 930
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47		2 415	935
	48	15 930	18 687	16 865
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité				
Autres	49			
	50			
	51			
	52	267 897	259 314	246 144

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53	1 190	2 234	12 648
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54			
Sécurité incendie	55	3 500		
Sécurité civile	56		3 820	3 800
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58		20 583	20 583
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		29 737	24 175
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64		12 480	38 193
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	2 802	2 391	2 796
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	15 000		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72		27 642	31 488
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73		102 198	102 198
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	13 191	15 505	15 322
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	3 500	6 221	5 820
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	39 183	180 594	134 242

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	403 944	403 944	338 973
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103		18 887	
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			113 584
Réseau de distribution de l'eau potable	108	173 236	173 236	199 867
Traitement des eaux usées	109	7 944	7 944	6 558
Réseaux d'égout	110	90 383	90 383	121 061
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126	80 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	80 000	675 507	694 394
				780 043

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2010</b>	<b>Réalisations 2010</b>	<b>Réalisations 2010</b>	<b>Réalisations 2009</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132	166 500	166 536	96 578
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	62 200	71 462	57 997
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	228 700	237 998	154 575
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	347 883	1 094 099	1 068 860

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			3 991
	144			3 991
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153		3 064	
Autres	154			
	155		3 064	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	33 657	37 543	37 543
Réseau de distribution de l'eau potable	157			29 596
Traitement des eaux usées	158	2 584	3 615	2 584
Réseaux d'égout	159	2 344	3 648	2 344
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160	29 004	29 004	29 004
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	67 589	73 810	73 810
62 821				
Santé et bien-être				
Logement social	169	1 155	708	708
Autres	170			1 437
	171	1 155	708	708
1 437				
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	68 744	74 518	77 582
68 249				

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	183	31 200	12 952	15 273
Sécurité publique	184		2 236	1 208
Transport				
Réseau routier	185		45 394	3 614
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		101 437	80 576
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	12 924	17 864	19 889
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	501 000	709 738	859 935
Loisirs et culture	194	41 788	48 864	37 630
Réseau d'électricité	195			
	196	586 912	837 048	1 018 125
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	197	655 656	911 566	1 086 374
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	198	4 000	13 205	6 575
Droits de mutation immobilière	199	38 000	44 961	38 201
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201	6 400	1 735	968
	202	48 400	59 901	45 744
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	203	5 300	5 853	3 551
<b>INTÉRÊTS</b>	204	25 000	47 443	127 661
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(23 010)	(13 406)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			188 636
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	20 000	55 315	47 604
	212	20 000	32 305	222 834



**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010		Total	Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2010	2009
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	74 470	76 597	1 398	77 995	78 418
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	255 547	281 199	29 185	310 384	269 074
Greffe	4	102 687	99 387	858	100 245	131 517
Évaluation	5	38 237	42 928		42 928	32 466
Gestion du personnel	6		4 707		4 707	509
Autres	7	112 058	126 188		126 188	116 901
	8	582 999	631 006	31 441	662 447	628 885
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	175 990	167 320		167 320	171 369
Sécurité incendie	10	190 132	168 279	43 780	212 059	229 265
Sécurité civile	11	13 200	8 521		8 521	11 112
Autres	12	13 741	11 032		11 032	12 464
	13	393 063	355 152	43 780	398 932	424 210
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	322 743	361 041	55 754	416 795	413 960
Enlèvement de la neige	15	79 681	66 809	16 050	82 859	80 771
Éclairage des rues	16	27 300	28 972	13 984	42 956	33 120
Circulation et stationnement	17	5 000	3 315		3 315	13 038
Transport collectif						
Transport en commun	18	37 209	48 081		48 081	166 214
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	471 933	508 218	85 788	594 006	707 103

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	354 609	337 954	103 992	441 946	456 632
Réseau de distribution de l'eau potable	24	70 856	51 568	34 304	85 872	106 336
Traitement des eaux usées	25	237 437	199 452	232 979	432 431	480 417
Réseaux d'égout	26	22 923	47 021	25 771	72 792	43 419
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	54 512	61 406	5 333	66 739	60 228
Élimination	28	81 000	80 704	15 051	95 755	64 980
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	46 424	49 694		49 694	48 092
Tri et conditionnement	30	167 300	107 145		107 145	92 685
Matières organiques						
Collecte et transport	31		1 040		1 040	
Traitement	32					
Matériaux secs	33	1 000	598		598	939
Autres	34					
Plan de gestion	35	7 598	6 780		6 780	6 312
Autres	36					
Cours d'eau	37	4 924	4 932		4 932	7 695
Protection de l'environnement	38					50
Autres	39					
	40	1 048 583	948 294	417 430	1 365 724	1 367 785
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	11 555	11 630		11 630	11 933
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	2 584	2 584		2 584	3 592
	44	14 139	14 214		14 214	15 525
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	54 866	80 199		80 199	78 133
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	544 600	692 358	767	693 125	1 080 788
Tourisme	49	8 955	9 206		9 206	8 433
Autres	50	6 500	5 811		5 811	5 775
Autres	51	622	622		622	582
	52	615 543	788 196	767	788 963	1 173 711

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	5 800	7 477	7 477	7 477	
Patinoires intérieures et extérieures	54	13 160	16 984	16 984	16 984	15 186
Piscines, plages et ports de plaisance	55	32 489	45 934	968	46 902	34 499
Parcs et terrains de jeux	56	75 509	124 110	23 656	147 766	135 001
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	11 500	2 465	2 465	2 465	6 262
Autres	59		4 869	4 869	4 869	9 782
	60	138 458	201 839	24 624	226 463	200 730
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	3 000	2 650	2 650	2 650	3 073
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	8 786				
Autres	65		8 785	8 785	8 785	8 911
	66	11 786	11 435	11 435	11 435	11 984
	67	150 244	213 274	24 624	237 898	212 714
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	69	220 189	216 744		216 744	222 863
Autres frais	70	35 475	9 076		9 076	8 332
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		33 049		33 049	32 922
	73	255 664	258 869		260 897	264 117
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
74	521 739	603 830	( 603 830 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la ville de Huntingdon. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

1

Goudreau Poirier inc.

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A116447

LIEU: Salaberry-de-Valleyfield

DATE 2013-06-27

Dernière modification : 2013-07-24 11:48:23

Réservé au ministère

11 321 551	670 213	2 456 631	2,1872
------------	---------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 572 516</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>2 572 516</u>



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1		2 572 516
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
<b>Total partiel</b>	4		<b>2 572 516</b>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	107 525	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	8 360	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10 <u>115 885</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	11		<b>2 456 631</b>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2010 <sup>2</sup>	1	112 129 600
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2010 <sup>2</sup>	2	112 507 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	112 318 550

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	2 456 631
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	112 318 550
<b>Taux global de taxation réel de 2010</b>	6	<input style="width: 30px;" type="text" value="2"/> , <input style="width: 30px;" type="text" value="1"/> <input style="width: 30px;" type="text" value="8"/> <input style="width: 30px;" type="text" value="7"/> <input style="width: 30px;" type="text" value="2"/> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2010 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	216 118	216 118	378 317
Usines de traitement de l'eau potable	2			38 304
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	236 938	236 938	170 427
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	332 401	332 401	643 582
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8	60 824	60 824	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	120 000		
Autres infrastructures	11			196 034
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	20 000	32 975	5 115
Machinerie, outillage et équipement divers	19	16 500	32 154	80 640
Terrains	20			
Autres	21			
	22	156 500	911 410	1 512 419

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		153 218	378 317
Usines de traitement de l'eau potable	24			38 304
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		106 198	170 427
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		62 900	
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		130 740	
	31		453 056	587 048

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	4 782 800	24		47	346 200	70	4 436 600
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	104 287	26		49	23 213	72	81 074
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6	102 919	29		52	61 934	75	40 985
	7	4 990 006	30		53	431 347	76	4 558 659
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8	134 838	31		54	134 838	77	
Réserves financières et fonds réservés	9	11 123	32		55	6 445	78	4 678
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	29 234	33		56	6 768	79	22 466
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	4 392 870	34		57	247 750	80	4 145 120
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	4 568 065	36		59	395 801	82	4 172 264
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	421 941	37		60	35 546	83	386 395
Organismes municipaux	15		38		61		84	
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	421 941	41		64	35 546	87	386 395
Prêts								
	19		42		65		88	
	20	421 941	43		66	35 546	89	386 395
	21	4 990 006	44		67	431 347	90	4 558 659
<b>Déduire</b>								
Dettes en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	4 990 006	46		69	431 347	92	4 558 659

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
<b>Administration générale</b>					
Application de la loi	1				
Évaluation	2	37 637	42 262	42 262	32 202
Autres	3	54 208	53 708	53 708	54 221
<b>Sécurité publique</b>					
Police	4	4 690	4 690	4 690	5 409
Sécurité incendie	5	5 749	5 749	5 749	5 854
Sécurité civile	6				
Autres	7				
<b>Transport</b>					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	37 209	43 125	(726)	(1 145)
Autres	10				
<b>Hygiène du milieu</b>					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	10 356	88 574	88 574	7 600
Cours d'eau	13	4 724	4 724	4 724	5 550
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
<b>Santé et bien-être</b>					
Logement social	16				
Autres	17	2 584	2 584	2 584	2 598
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	18		1 650	1 650	1 635
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	21 350	21 350	21 350	20 738
Autres	21	622	622	622	582
<b>Loisirs et culture</b>					
Activités récréatives	22	1 342	1 342	1 342	935
Activités culturelles	23	8 786	8 785	8 785	8 911
<b>Réseau d'électricité</b>					
	24				
	25	189 257	279 165	235 314	145 090

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>										
Cadres et contremaîtres	1	4,00	11	37,5	18	***	28	***	38	***
Professionnels	2	1,99	12	35	19	***	29	***	39	***
Cols blancs	3	2,18	13	35	20	***	30	***	40	***
Cols bleus	4	9,14	14	40	21	***	31	***	41	***
Policiers	5		15		22	***	32	***	42	***
Pompiers	6	1,00	16	35	23	***	33	***	43	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24	***	34	***	44	***
	8	18,31			25	***	35	***	45	***
Élus	9	7,00			26	53 408	36	10 033	46	63 441
	10	25,31			27	***	37	***	47	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert					
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	2 391	56	2 391		
Réseau de distribution de l'eau potable	49	149 256	53	23 980	57	173 236
Traitement des eaux usées	50	5 920	54	2 024	58	7 944
Réseaux d'égout	51	79 892	55	10 491	59	90 383

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Administration générale</b>												
Application de la loi	1		27		53		79		105		131	
Évaluation	2	42 928	28		54	42 928	80		106	42 928	132	
Autres	3	588 078	29	31 441	55	619 519	81	12 952	107	606 567	133	33 049
	4	631 006	30	31 441	56	662 447	82	12 952	108	649 495	134	33 049
<b>Sécurité publique</b>												
Police	5	167 320	31		57	167 320	83	510	109	166 810	135	
Sécurité incendie	6	168 279	32	43 780	58	212 059	84	1 726	110	210 333	136	16 750
Sécurité civile	7	8 521	33		59	8 521	85		111	8 521	137	
Autres	8	11 032	34		60	11 032	86		112	11 032	138	
	9	355 152	35	43 780	61	398 932	87	2 236	113	396 696	139	16 750
<b>Transport</b>												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	361 041	36	55 754	62	416 795	88	45 394	114	371 401	140	1 618
Enlèvement de la neige	11	66 809	37	16 050	63	82 859	89		115	82 859	141	10 096
Autres	12	32 287	38	13 984	64	46 271	90		116	46 271	142	
Transport collectif	13	48 081	39		65	48 081	91		117	48 081	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	508 218	41	85 788	67	594 006	93	45 394	119	548 612	145	11 714
<b>Hygiène du milieu</b>												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	337 954	42	103 992	68	441 946	94	49 213	120	392 733	146	8 258
Réseau de distribution de l'eau potable	17	51 568	43	34 304	69	85 872	95		121	85 872	147	1 683
Traitement des eaux usées	18	199 452	44	232 979	70	432 431	96	4 755	122	427 676	148	11 788
Réseaux d'égout	19	47 021	45	25 771	71	72 792	97	5 372	123	67 420	149	2 764
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	142 110	46	20 384	72	162 494	98	30 324	124	132 170	150	7 137
Matières recyclables	21	158 477	47		73	158 477	99	2 010	125	156 467	151	4 030
Autres	22	6 780	48		74	6 780	100		126	6 780	152	
Cours d'eau	23	4 932	49		75	4 932	101		127	4 932	153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	948 294	52	417 430	78	1 365 724	104	91 674	130	1 274 050	156	35 660



**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157	11 630	172		187	11 630	202	708	217	10 922	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	2 584	174		189	2 584	204		219	2 584	234	
	160	14 214	175		190	14 214	205	708	220	13 506	235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	80 199	176		191	80 199	206	23 140	221	57 059	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	707 375	178	767	193	708 142	208	686 598	223	21 544	238	161 696
Autres	164	622	179		194	622	209		224	622	239	
	165	788 196	180	767	195	788 963	210	709 738	225	79 225	240	161 696
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	201 839	181	24 624	196	226 463	211	48 864	226	177 599	241	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	2 650	182		197	2 650	212		227	2 650	242	
Autres	168	8 785	183		198	8 785	213		228	8 785	243	
	169	213 274	184	24 624	199	237 898	214	48 864	229	189 034	244	
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245	
	171	3 458 354	186	603 830	201	4 062 184	216	911 566	231	3 150 618	246	258 869

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	894 572	1 512 419
<b>Frais de financement</b>	4	16 838	
<b>Autres</b>	5		
	6	911 410	1 512 419

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	(1 100 568)	(612 943)
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	(1 100 568)	(612 943)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	93 722	(487 625)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7		
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	93 722	(487 625)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	11	(1 006 846)	(1 100 568)
<b>Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	12	160 489	110 353
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	160 489	110 353
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	(155 035)	50 136
Activités d'investissement	16		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17		
Financement des investissements en cours	18		
	19	(155 035)	50 136
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	20	5 454	160 489

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<b>2010</b>		<b>2009</b>	
<b>Montant à pouvoir dans le futur</b>				
Solde au début de l'exercice	21	( 1 063 )	(	1 299 )
Redressement aux exercices antérieurs	22			
Solde redressé au début de l'exercice	23	( 1 063 )	(	1 299 )
Augmentation de l'exercice				
Avantages sociaux futurs				
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007				
Régimes capitalisés	24	( )	(	)
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007				
Régimes capitalisés				
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25	( )	(	)
Autres	26	( )	(	)
Régimes non capitalisés	27	( )	(	)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	28	( )	(	)
Autres	29	( )	(	)
	30	( )	(	)
Diminution de l'exercice	31	137		236
	32	137		236
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	33	( 926 )	(	1 063 )
<b>Financement des investissements en cours</b>				
Solde au début de l'exercice	34	(345 608)		(431 928)
Redressement aux exercices antérieurs	35			
Solde redressé au début de l'exercice	36	(345 608)		(431 928)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37	(100 840)		86 320
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement	38			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	39			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	40			
	41	(100 840)		86 320
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	42	(446 448)		(345 608)
<b>Investissement net dans les éléments à long terme</b>				
Solde au début de l'exercice	43	11 898 496		11 145 826
Redressement aux exercices antérieurs	44			
Solde redressé au début de l'exercice	45	11 898 496		11 145 826
Variation de l'exercice	46	823 960		752 670
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	47	12 722 456		11 898 496

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>100 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>100 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>100 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Redressement aux exercices antérieurs (note 18)</b>	<b>Règlements d'emprunt fermés</b>		<b>Utilisation de l'exercice</b>	<b>Transferts</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
			<b>Activités de fonctionnement</b>	<b>Activités d'in- vestissement</b>			
Montant non réservé	1 776	2	3	4	5	6	7 776
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 776	16	17	18	19	20	21 776

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( ) ( ) ( )	( ) ( ) ( )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	( ) ( ) ( )	( ) ( ) ( )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	( ) ( ) ( )	( ) ( ) ( )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	32		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

<b>Taxes sur la valeur foncière</b>	<b>Du 100 \$ d'évaluation</b>
<b>Taxes générales</b>	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$



**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	3 5 0  ,  0 0	\$
Égout	2	4 0  ,  0 0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	2 1 5  ,  0 0	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Eau au compteur	2,2000	7	du 1 000 gallons
Exploitation assainissement	160,0000	4	
Sûreté du Québec	85,0000	4	
Service de la dette R 649 Égout F-Cleyn	32,5337	3	
Service de la dette R 649 Égout F-Cleyn	54,9388	3	
Service de la dette - assainissement	30,0000	4	
Bac de compostage	35,0000	4	
Bac de recyclage	35,0000	4	
Compostage	40,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8	_____	\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	_____	\$
b) autres formes d'aide	12	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	_____	\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	_____	20 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 23, rue King  
 (no) (rue)  
Huntingdon J0S 1H0  
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 264-5389  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 264-6826  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@villehuntingdon.com

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Johanne Hébert

Téléphone (450) 264-5389  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 264-6826  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@villehuntingdon.com

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 30, avenue du Centenaire  
 (no) (rue)  
Salaberry-de-Valleyfield J6S 5X4  
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 373-7202  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 373-7277  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel chantal.moniqui@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Chantal Moniqui, CPA, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
 (no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010	1	.....
Facteur comparatif	2	.....
Valeur uniformisée	3	_____

**CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_ (Nom) \_\_\_\_\_ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2012 sont exacts.

\_\_\_\_\_ (Signature)

\_\_\_\_\_ (Date)

Dernière modification : 2013-07-24 11:48:23

Réservé au ministère

11 321 551	670 213	2 456 631	2,1872
------------	---------	-----------	--------

**TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, atteste que le rapport financier consolidé  
 (Nom)  
 de Huntingdon pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors  
 (Nom de l'organisme)  
 de la séance du conseil du \_\_\_\_\_, a été transmis de façon électronique au  
 (Date)  
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le \_\_\_\_\_.  
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 670 213 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel  
 à la page S34 ligne 4 est de 2 456 631 \$

Signature \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_

Dernière modification : 2013-07-24 11:48:23

Réservé au ministère

11 321 551	670 213	2 456 631	2,1872
------------	---------	-----------	--------

## RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

### Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
  1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
  2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
  3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);  
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
  4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
  5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);  
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
  6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

### Service de l'information financière et de la vérification

**Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire**  
**10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1<sup>er</sup> étage**  
**Québec (Québec) G1R 4J3**

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

### Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000                      B) 6 800 000                      C) 6 500 000                      D) 1,4444

- A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)
- B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)
- C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)
- D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)